ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Fonction publique, les 31 janvier et 5 février 1991, d'une demande d'avis sur :

1Eun projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 2 avril 1975 relatif au congé accordé à certains membres du personnel des services publics pour accomplir certaines prestations au bénéfice de groupes politiques reconnus de la Chambre des Représentants ou du Sénat" (L. 20.558/2),

2Eun projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 2 avril 1975 relatif au congé accordé à certains membres du personnel des services publics pour accomplir certaines prestations au bénéfice de groupes politiques reconnus des assemblées législatives nationales, communautaires ou régionales ou au bénéfice des présidents de ces groupes" (L. 20.565/2),

a donné le 6 mars 1991 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 31 januari en 5 februari 1991 door de Minister van Openbaar Ambt verzocht hem van advies te dienen over :

1Een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 2 april 1975 betreffende het verlof dat aan sommige personeelsleden in overheidsdienst wordt verleend voor het verrichten van bepaalde prestaties ten behoeve van in de Kamer van Volksvertegenwoordigers of in de Senaat erkende politieke groepen" (L. 20.558/2),

2Een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 2 april 1975 betreffende het verlof dat aan sommige personeelsleden in overheidsdienst wordt verleend voor het verrichten van bepaalde prestaties ten behoeve van in de nationale, de gemeenschaps- en gewestelijke wetgevende vergaderingen erkende politieke groepen of voorzitters van deze groepen" (L. 20.565/2),

heeft op 6 maart 1991 het volgend advies gegeven :

Les deux projets d'arrêté royal soumis à l'avis du Conseil d'Etat modifient tous deux l'arrêté royal du 2 avril 1975 relatif au congé accordé à certains membres du personnel des services publics pour accomplir certaines prestations au bénéfice de groupes politiques reconnus de la Chambre des Représentants ou du Sénat.

Il convient de prendre un seul arrêté qui, de l'accord du fonctionnaire délégué, doit être rédigé comme suit :

"Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 2 avril 1975 relatif au congé accordé à certains membres du personnel des services publics pour accomplir certaines prestations au bénéfice de groupes politiques reconnus de la Chambre des Représentants ou du Sénat.

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 66, alinéa 2, de la Constitution;

Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, notamment l'article 102, 9E, modifié par l'arrêté royal du 2 avril 1975;

Vu l'arrêté royal du 2 avril 1975 relatif au congé accordé à certains membres du personnel des services publics pour accomplir certaines prestations au bénéfice des groupes politiques reconnus de la Chambre des Représentants ou du Sénat, notamment les articles 1er et 2, les articles 3 et 4, modifiés par l'arrêté royal du 23 janvier 1981, et les articles 5 et 6;

Considérant qu'il est souhaitable de donner aux groupes politiques reconnus de l'ensemble des assemblées législatives nationales, communautaires et régionales et à leur président la possibilité de s'assurer la collaboration de certains membres du personnel des services publics;

Considérant qu'il convient de fixer la situation administrative des membres du personnel des services publics qui sont mis à la disposition d'un groupe politique reconnu de la Chambre des Représentants ou à la disposition du président d'un tel groupe;

Vu les protocoles nEs 102 et 103 du 21 janvier 1991 du Comité des services publics nationaux, communautaires et régionaux;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Fonction publique et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er. L'intitulé de l'arrêté royal du 2 avril 1975 relatif au congé accordé à certains membres du personnel des services publics pour accomplir certaines prestations au bénéfice des groupes politiques reconnus de la Chambre des Représentants ou du Sénat est remplacé par l'intitulé suivant :

"Arrêté royal du 2 avril 1975 relatif au congé accordé à certains membres du personnel des services publics pour accomplir certaines prestations au bénéfice des groupes politiques reconnus des assemblées législatives nationales, communautaires ou régionales ou au bénéfice des présidents de ces groupes".

Art. 2. A l'article 1er, § 1er, du même arrêté, les mots "y compris les établissements d'enseignement de l'Etat" sont supprimés.

Art. 3. A l'article 2 du même arrêté, les mots "conformément au règlement de la Chambre des Représentants ou au règlement du Sénat" sont remplacés par les mots "conformément au règlement de chacune des assemblées législatives concernées".

Art. 4. L'article 3 du même arrêté modifié par l'arrêté royal du 23 janvier 1981 est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 3. § 1er. A la demande du président d'un groupe politique reconnu, avec l'accord de l'agent et pour autant que l'intérêt du service ne s'y oppose pas, tout agent auquel s'applique le présent arrêté est placé en congé, pour une période de deux ans au maximum, aux fins d'accomplir, d'une manière régulière et continue, des prestations au bénéfice de ce groupe ou de son président.

Ce congé est renouvelable par période de deux ans au maximum.

Pendant ce congé, l'agent soumis au signalement conserve le dernier signalement qui lui a été attribué.

Le congé est assimilé pour le surplus à une période d'activité de service.

§ 2. Par dérogation au paragraphe premier, alinéa 4, le congé accordé à l'agent mis à la disposition d'un groupe politique reconnu de la Chambre des Représentants ou du président d'un de ces groupes, n'est pas rémunéré".

Art. 5. Dans l'article 4, alinéa 2, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 23 janvier 1981, les mots "ou le président du groupe" sont insérés entre les mots "le groupe politique" et "à la disposition duquel il est placé".

Art. 6. L'article 5 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 5. Le montant global des rétributions dues annuellement aux agents en congé auprès d'un groupe politique reconnu ou de son président ne peut être supérieur au montant global de la subvention que ce groupe ou ce président perçoit à charge du budget des dotations.

Le présent article n'est pas applicable aux agents mis à la disposition d'un groupe politique reconnu de la Chambre des Représentants ou du président d'un de ces groupes".

Art. 7. L'article 6 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 6. Les groupes politiques reconnus ou leur président versent chaque trimestre à la Trésorerie concernée une somme égale au montant global des traitements, indemnités et allocations payés pendant le trimestre précédent aux agents qui sont en congé auprès de ces groupes politiques ou de leur président pour leur fournir des services.

Lorsqu'à l'expiration d'un trimestre, un groupe politique ou son président n'a pas effectué lesdits versements, il est mis fin au congé des agents dont il dispose.

Le présent article n'est pas applicable aux agents mis à la disposition d'un groupe politique reconnu de la Chambre des Représentants ou du président d'un de ces groupes".

Art. 8. L'article 102, 9E, de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, modifié par l'arrêté royal du 2 avril 1975 est remplacé par la disposition suivante :

"9Epour exercer une activité auprès d'un groupe politique reconnu d'une assemblée législative nationale, communautaire ou régionale ou auprès du président d'un de ces groupes".

Art. 9. Nos Ministres et Nos Secrétaires d'Etat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté".

De twee ontwerpen van koninklijk besluit die om advies aan de Raad van State zijn voorgelegd wijzigen beide het koninklijk besluit van 2 april 1975 betreffende het verlof dat aan sommige personeelsleden in overheidsdienst wordt verleend voor het verrichten van prestaties ten behoeve van in de Kamer van Volksvertegenwoordigers of in de Senaat erkende politieke groepen.

Er dient één enkel besluit te worden vastgesteld; de gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat het als volgt moet worden gesteld :

"Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 2 april 1975 betreffende het verlof dat aan sommige personeelsleden in overheidsdienst wordt verleend voor het verrichten van bepaalde prestaties ten behoeve van in de Kamer van Volksvertegenwoordigers of in de Senaat erkende politieke groepen".

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan alleen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 66, tweede lid, van de Grondwet;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel, inzonderheid op artikel 102, 9E, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 2 april 1975;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 april 1975 betreffende het verlof dat aan sommige personeelsleden in overheidsdienst wordt verleend voor het verrichten van bepaalde prestaties ten behoeve van in de Kamer van Volksvertegenwoordigers of in de Senaat erkende politieke groepen, inzonderheid op de artikelen 1 en 2, op de artikelen 3 en 4, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 23 januari 1981, en op de artikelen 5 en 6;

Overwegende dat het wenselijk is aan de politieke groepen die erkend zijn in de gezamenlijke wetgevende vergaderingen van de Staat en van de Gemeenschappen en de Gewesten alsook aan de voorzitter daarvan de mogelijkheid te bieden zich te verzekeren van de medewerking van sommige personeelsleden in overheidsdienst;

Overwegende dat de administratieve toestand dient te worden vastgesteld van de personeelsleden in overheidsdienst die ter beschikking worden gesteld van een in de Kamer van Volksvertegenwoordigers erkende politieke groep of van de voorzitter van zulk een groep;

Gelet op de protocollen nrs. 102 en 103 van 21 januari 1991 van het Comité voor de nationale, de gemeenschaps- en de gewestelijke overheidsdiensten;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Openbaar Ambt en op het advies van Onze in Raad vergaderde ministers,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Artikel 1. Het opschrift van het koninklijk besluit van 2 april 1975 betreffende het verlof dat aan sommige personeelsleden in overheidsdienst wordt verleend voor het verrichten van bepaalde prestaties ten behoeve van in de Kamer van Volksvertegenwoordigers of in de Senaat erkende politieke groepen, wordt vervangen door het volgende opschrift :

"Koninklijk besluit van 2 april 1975 betreffende het verlof dat aan sommige personeelsleden in overheidsdienst wordt verleend voor het verrichten van bepaalde prestaties ten behoeve van in de wetgevende vergaderingen van de Staat en van de Gemeenschappen of de Gewesten erkende politieke groepen, respectievelijk ten behoeve van de voorzitters van die groepen".

Art. 2. In artikel 1, § 1, van hetzelfde besluit, worden de woorden "met inbegrip van de onderwijsinrichtingen van de Staat" geschrapt.

Art. 3. In artikel 2 van hetzelfde besluit worden de woorden "overeenkomstig het reglement van de Kamer van Volksvertegenwoordigers of van de Senaat" vervangen door de woorden "overeenkomstig het reglement van elk van de betrokken wetgevende vergaderingen".

Art. 4. Artikel 3 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 23 januari 1981, wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Art. 3. § 1. Op verzoek van de voorzitter van een erkende politieke groep, krijgt iedere ambtenaar op wie dit besluit toepassing vindt, met zijn instemming en voor zover het belang van de dienst er niet aan in de weg staat, ten hoogste twee jaar verlof om regelmatig en ononderbroken prestaties te verrichten ten behoeve van die groep of van de voorzitter ervan.

Dat verlof kan telkens met ten hoogste twee jaar worden verlengd.

Gedurende dat verlof behoudt de ambtenaar op wie de beoordeling van toepassing is, de jongste beoordeling die hem is toegekend.

Het verlof wordt voor het overige gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1, vierde lid, wordt het verlof dat is toegestaan aan de ambtenaar die ter beschikking wordt gesteld van een in de Kamer van Volksvertegenwoordigers erkende politieke groep of van de voorzitter van een van die groepen, niet bezoldigd".

Art. 5. In artikel 4, tweede lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 23 januari 1981, worden de woorden "of de voorzitter van de groep" ingevoegd tussen de woorden "de politieke groep" en de woorden "waarvoor het personeelslid ter beschikking wordt gesteld".

Art. 6. Artikel 5 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Art. 5. Het totale bedrag van de bezoldigingen die jaarlijks verschuldigd zijn aan de ambtenaren met verlof bij een erkende politieke groep of bij de voorzitter ervan, mag niet hoger zijn dan het totale bedrag van de subsidie welke die groep of die voorzitter uit de begroting der dotaties ontvangt.

Dit artikel vindt geen toepassing op de ambtenaren die ter beschikking worden gesteld van een in de Kamer van Volksvertegenwoordigers erkende politieke groep of van de voorzitter van een van die groepen".

Art. 7. Artikel 6 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Art. 6. De erkende politieke groepen of hun voorzitter storten elk kwartaal in de betrokken Thesaurie een som die gelijk is aan het totale bedrag van de wedden, vergoedingen en toelagen die tijdens het vorige kwartaal zijn betaald aan de ambtenaren met verlof om bij die politieke groepen of bij de voorzitter ervan werkzaam te zijn.

Wanneer bij het verstrijken van een kwartaal een politieke groep of de voorzitter ervan de bedoelde stortingen niet heeft verricht, wordt een einde gemaakt aan het verlof van de ambtenaren waarover zij beschikken.

Dit artikel vindt geen toepassing op de ambtenaren die ter beschikking worden gesteld van een in de Kamer van Volksvertegenwoordigers erkende politieke groep of van de voorzitter van een van die groepen".

Art. 8. Artikel 102, 9E, van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 2 april 1975, wordt vervangen door de volgende bepaling :

"9Evoor werkzaamheden bij een politieke groep die erkend is in een wetgevende vergadering van de Staat, van een Gemeenschap of een Gewest, respectievelijk bij de voorzitter van een van die groepen".

Art. 9. Onze Ministers en Onze Staatssecretarissen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit".

La chambre était composée de

Messieurs : C.-L. CLOSSET, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

R. ANDERSEN, conseillers d'Etat,
M. LEROY, staatsraden,

F. RIGAUX, assesseurs de la section de législation,
F. DELPEREE, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : J. GIELISSEN, greffier assumé,
Mevrouw : toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

Le rapport a été présenté par M. C. MENDIAUX, premier auditeur.

La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. B. DEROUAUX, référendaire.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. C. MENDIAUX, eerste auditeur.

De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. B. DEROUAUX, referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

J. GIELISSEN.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

C.-L. CLOSSET.